

**Cassilouise Blesovsky**

22 Twynham Avenue, Christchurch, BH23 1QU

bles.cassi@gmail.com

+44 7595388972

**ATT: SELARL Laura Lafon**

Judicial Liquidator

155 Rue Fondaudège

33000 Bordeaux, France

**Date: February 20, 2026**

---

**Objet : Réponse consolidée à contestation de créance – Cassilouise BLESOVSKY – SAS API.VIDEO (SIREN 491 182 739) – Dossier n°266 – Créance n°61 – Montant actualisé (54 000 €) + intérêts**

Madame,

Je me réfère à ma déclaration de créance enregistrée sous le **n°266 – SAS API.VIDEO**, initialement déclarée pour un montant de **24 000 € (20 000 £)** au titre de l'**Amendment to Employment Contract for Financial Protection** signé le **1er juillet 2024 (Document 4)**, ainsi qu'à l'accusé d'enregistrement de ma créance (**Document 6**) et à ma déclaration initiale (**Document 5**).

Pour plus de clarté, pour les besoins de la présente procédure, j'utilise un taux de change de **1 GBP = 1,2 EUR**, et j'indique entre parenthèses le montant correspondant en livres sterling.

Depuis cette déclaration du **3 février 2025**, le **Employment Tribunal de Londres** a rendu, le **4 septembre 2025** (jugement adressé aux parties le **8 septembre 2025**), une décision confirmant qu'en plus de l'indemnité de règlement de **20 000 £**, j'ai également droit contractuellement à **25 000 £** au titre du préavis (**Document 1**, complété par l'avis/ordre d'intérêts au **Document 2**). À la lumière de ce jugement, je sollicite que ma créance soit **actualisée et admise pour 54 000 € (45 000 £)** au lieu d'être limitée aux seuls **24 000 € (20 000 £)** initiaux.

Je confirme avoir **reçu le 22 janvier 2026 la lettre officielle de contestation (LRAR)** relative à ma créance (**Document 9**). Le portail / accusé de contestation correspondant figure en **Document 10**. La présente lettre constitue donc ma **réponse consolidée et mise à jour**, destinée à être versée au dossier, après réception du courrier officiel.

---

**1. Objet de la créance actualisée – somme contractuelle totale de 45 000 £ (54 000 €)**

Ma créance initiale dans la procédure française portait uniquement sur l'indemnité contractuelle de **20 000 £** prévue par l'**Amendment to Employment Contract for Financial Protection** du **1er juillet 2024 (Document 4)**.

Cet avenant prévoit qu'en cas d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité concernant API.VIDEO et de cessation de son activité, une indemnité forfaitaire de **20 000 £** est immédiatement due. Il précise également qu'il s'agit d'une protection financière supplémentaire par rapport à mes autres droits contractuels (y compris le préavis) et qu'il ne remplace pas mon contrat de travail (**Document 3**).

Des procédures d'insolvabilité ont été ouvertes en France à l'encontre d'API.VIDEO, avec un **redressement judiciaire le 10 décembre 2024** puis une **liquidation judiciaire le 29 janvier 2025**, après fixation de la cessation des paiements au **16 octobre 2024**. Le montant initial de **24 000 € (20 000 £)** reflétait cette indemnité contractuelle (**Documents 5 et 6**).

Toutefois, le Employment Tribunal a désormais confirmé que deux sommes contractuelles distinctes me sont dues :

- **25 000 £** au titre du préavis ; et
- **20 000 £** au titre de l'indemnité de règlement liée à l'insolvabilité (**Document 1**, corroboré par ma déposition au **Document 7**).

En conséquence, ma créance actualisée dans la procédure collective doit refléter la somme contractuelle totale de **45 000 £ (54 000 €)**, et non plus seulement les **20 000 £ / 24 000 €** initialement déclarés.

---

## 2. Situation pendant la procédure si le préavis de trois mois avait été respecté

Mon contrat de travail (**Document 3**) prévoyait un préavis de **trois mois**. API.VIDEO m'a licenciée le **29 novembre 2024** sans respecter ce préavis.

Par jugement du **10 décembre 2024**, le Tribunal de commerce de Bordeaux a ouvert le redressement judiciaire de la société API.VIDEO SAS et fixé la date de cessation des paiements au **16 octobre 2024**, de sorte que la société était déjà en état d'insolvabilité au moment de mon licenciement le **29 novembre 2024**.

Si le préavis contractuel avait été appliqué, mon contrat de travail se serait poursuivi jusqu'au **28 février 2025**. Cette date est postérieure :

- au jugement d'ouverture du redressement judiciaire le 10 décembre 2024 ; et
- au jugement de conversion en liquidation judiciaire le 29 janvier 2025.

Autrement dit, si API.VIDEO avait respecté mon contrat, je serais restée salariée pendant toute la période clé de la procédure collective en France, avec le bénéfice intégral de mes droits contractuels, y compris l'indemnité de **20 000 £** prévue par l'avenant de protection financière (**Document 4**).

---

### 3. Décision du Employment Tribunal confirmant les deux dettes contractuelles

Mon contrat de travail prévoit expressément qu'il est régi par le droit de l'Angleterre et du Pays de Galles, mon lieu de travail étant Londres (**Document 3**). J'ai donc saisi le Employment Tribunal de Londres (référence **2201840/2025, C. Blesovsky v API.VIDEO SAS**) d'une action pour violation du contrat. **Cela ne fait pas obstacle à la déclaration de créance dans la procédure collective française d'un débiteur français ; cela précise uniquement la loi applicable au contrat et la juridiction qui a constaté la dette contractuelle.**

Par jugement du **4 septembre 2025**, adressé aux parties le **8 septembre 2025** (**Document 1**, complété par le **Document 2**), le Employment Tribunal a jugé notamment que :

- Ma demande pour paiement du préavis de **25 000 £** était bien fondée, et mon licenciement immédiat n'était pas justifié par une faute grave ou une violation fondamentale de ma part ;
- Ma demande relative à l'indemnité de **20 000 £** prévue par la clause de « financial protection » applicable à compter du 1er juillet 2024 était également bien fondée.

En raison d'un plafonnement légal de compétence, le tribunal n'a toutefois pu condamner qu'au paiement global de **25 000 £**, bien qu'il ait jugé que **ces deux sommes étaient contractuellement dues**.

Ce jugement signifie que la juridiction anglaise compétente en vertu de mon contrat a déjà décidé que :

- je n'ai pas commis de faute grave ou de violation répudiatoire justifiant la perte de mes droits contractuels ; et
  - API.VIDEO est en manquement de son obligation contractuelle de me verser l'indemnité de **20 000 £** de protection financière ainsi que les **25 000 £** de préavis.
-

## 4. Lien entre les montants du jugement britannique et ma créance actualisée – sous-indemnisation

Le Employment Tribunal a donc reconnu deux sommes contractuelles distinctes en ma faveur :

- **25 000 £** au titre du préavis ; et
- **20 000 £** au titre de l'indemnité de règlement liée à l'insolvabilité (**Document 1**, lu avec le **Document 7**).

Ensemble, ces montants représentent **45 000 £ (54 000 €)**.

À l'inverse, ma déclaration de créance initiale dans la procédure française est limitée à **24 000 € (20 000 £)**, soit un montant inférieur à la moitié de la compensation contractuelle totale reconnue. Je suis donc d'ores et déjà sous-indemnisée par rapport au montant complet de mes droits contractuels établis.

Pour cette raison, il est pleinement justifié et proportionné qu'au minimum ma créance initiale de **24 000 €** soit admise en totalité au passif, même si l'intégralité des **54 000 €** ne devait pas être retenue.

Ma position principale demeure toutefois que la procédure collective française devrait reconnaître la somme contractuelle complète de **45 000 £ (54 000 €)** au passif de l'entreprise.

---

## 5. Réponse à la contestation du débiteur

Je comprends que la contestation du débiteur est fondée sur l'argument selon lequel :

- je suis une ancienne salariée basée au Royaume-Uni, licenciée avant l'ouverture de la procédure ;
- je conteste mon licenciement ; et
- l'indemnité de départ ou de règlement que je demande ne serait pas fondée (courriel du 18 novembre 2025 – **Document 8** ; contestation LRAR – **Document 9**).

Or cette position est désormais contredite par la décision du Employment Tribunal (**Document 1**), qui a jugé que :

- mon licenciement était contraire à mon contrat (wrongful dismissal) et ne pouvait pas entraîner la perte de mes droits contractuels ;

- la clause prévoyant le versement de **20 000 £** en cas d'insolvabilité, ainsi que le droit au préavis de **25 000 £**, sont contractuellement valables et ont été violés par API.VIDEO (**Documents 1 et 7**).

La contestation selon laquelle ma créance serait « non fondée » ne peut donc plus être maintenue à la lumière de ce jugement.

---

## 6. Demande au liquidateur et, le cas échéant, au juge-commissaire

Au regard :

- de la clause contractuelle expresse me garantissant le versement de **20 000 £** en cas d'insolvabilité d'API.VIDEO (**Document 4**) ;
- du fait que, si mon préavis contractuel de trois mois avait été respecté, je serais restée salariée jusqu'au **28 février 2025**, pendant toute la période clé de la procédure collective française ; et
- du jugement du **Employment Tribunal** confirmant l'existence des deux dettes contractuelles et l'absence de toute violation répudiatoire de ma part (**Documents 1, 2 et 7**),

je sollicite respectueusement que :

1. **Ma créance soit admise pour un montant total de 54 000 € (45 000 £)**, correspondant à **25 000 £** au titre du préavis et **20 000 £** au titre du settlement payment, **a minima à titre chirographaire** ;
2. **Qualification / rang (à titre subsidiaire)** : Bien que la présente créance soit de nature contractuelle et doive, **a minima, être admise à titre chirographaire**, je sollicite respectueusement que le mandataire / liquidateur et, le cas échéant, le juge-commissaire **examinent également l'éventuelle application d'un traitement privilégié au regard du droit français des procédures collectives**, dans la mesure où :
  - la dette découle d'un mécanisme de protection financière lié à l'emploi, destiné à compenser l'absence de protections statutaires d'insolvabilité dont je ne bénéficie pas en tant que salariée à l'étranger ; et
  - l'obligation a été expressément convenue afin de protéger contre une difficulté financière en cas de liquidation, ce qui rejoint l'esprit des créances privilégiées liées à l'emploi en matière d'insolvabilité.

Il est précisé que cette demande de prise en compte d'un éventuel privilège est formulée à **titre subsidiaire et sans préjudice** de l'admission de la créance à titre chirographaire ; et

3. La mention « contestée » figurant sur le portail soit levée, ou à défaut, que la présente réponse consolidée soit versée au dossier et prise en compte dans la suite de la procédure.

Afin d'éviter toute ambiguïté, si pour quelque raison que ce soit la juridiction française n'admettait pas l'intégralité de l'équivalent en euros des **45 000 £**, je sollicite expressément qu'au minimum ma créance initialement déclarée de **24 000 € (20 000 £)** soit admise en totalité.

Je reste bien entendu à votre disposition pour tout complément d'information ou, si nécessaire, pour fournir des traductions certifiées.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

**Cassilouise Blesovsky**

Signé :  Signed by:  
0D00BCFAA10E4B5...

Daté : 20/02/2026

#### Liste des pièces jointes (Documents 1–10)

- Document 1 – Employment Tribunal judgment (2201840/2025), dated 4 September 2025
- Document 2 – Employment Tribunal interest order
- Document 3 – Original UK Employment Contract
- Document 4 – Amendment to Employment Contract for Financial Protection (1 July 2024)
- Document 5 – Original formal creditor claim letter (English)
- Document 6 – Acknowledgment / registration extract of claim (Claim\_AR\_266...)
- Document 7 – Witness Statement filed in the UK Employment Tribunal
- Document 8 – Email from the liquidator dated 18 November 2025 summarising the objection
- Document 9 – Official LRAR dispute letter (received 22 January 2026)

- Document 10 – Portal/registry acknowledgment of the dispute (AR\_contestation\_266...)

---

**ENGLISH TRANSLATION:**

---

**Subject: Consolidated response to dispute of proof of debt – Cassilouise BLESOVSKY – SAS API.VIDEO (SIREN 491 182 739) – File no. 266 – Claim no. 61 – Updated amount (€54,000) + interest**

Madam,

I refer to my proof of debt registered under **File no. 266 – SAS API.VIDEO**, initially declared in the amount of **€24,000 (GBP 20,000)** under the **Amendment to Employment Contract for Financial Protection** signed on **1 July 2024 (Document 4)**, together with the acknowledgement/registration extract of my claim (**Document 6**) and my original claim submission (**Document 5**).

For clarity for the purposes of these French proceedings, I use an exchange rate of **GBP 1 = EUR 1.2**, and I show the equivalent amount in pounds sterling in brackets.

Since my declaration dated **3 February 2025**, the **London Employment Tribunal** issued a judgment dated **4 September 2025** (sent to the parties on **8 September 2025**) confirming that, in addition to the contractual settlement payment of **GBP 20,000**, I am also contractually entitled to **GBP 25,000** in respect of notice pay (**Document 1**, with the interest order at **Document 2**). In light of that judgment, I request that my claim be **updated and admitted for €54,000 (GBP 45,000)** rather than being limited to the original **€24,000 (GBP 20,000)**.

I confirm that I **received on 22 January 2026** the **official registered dispute letter (LRAR)** in relation to my claim (**Document 9**). The corresponding portal/registry record of the dispute is at **Document 10**. This letter is therefore my **consolidated and updated response**, intended to be placed on the case file following receipt of the official registered letter.

---

## **1. Purpose of the updated claim – total contractual sum of GBP 45,000 (€54,000)**

My original claim in the French insolvency proceedings covered only the contractual settlement payment of **GBP 20,000** provided under the **Amendment to Employment Contract for Financial Protection** dated **1 July 2024 (Document 4)**.

That amendment provides that where insolvency proceedings are opened in relation to API.VIDEO and the business ceases trading, a lump-sum payment of **GBP 20,000** becomes

immediately due. It also makes clear that this is an additional financial protection on top of my other contractual rights (including notice pay) and that it does not replace my employment contract (**Document 3**).

Insolvency proceedings were opened in France against API.VIDEO, with **judicial reorganisation on 10 December 2024** and **judicial liquidation on 29 January 2025**, after the court set the company's cessation of payments date to **16 October 2024**. My original declared amount of **€24,000 (GBP 20,000)** reflected the contractual settlement payment under the financial protection amendment (**Documents 5 and 6**).

However, the Employment Tribunal has now confirmed that **two separate contractual sums** are due to me:

- **GBP 25,000** in respect of notice pay; and
- **GBP 20,000** in respect of the insolvency-related settlement payment (**Document 1**, supported by my witness statement at **Document 7**).

Accordingly, my updated claim in the French proceedings should reflect the total contractual amount of **GBP 45,000 (€54,000)**, and not only the original **GBP 20,000 / €24,000**.

---

## **2. My position during the insolvency process if the three-month notice period had been honoured**

My employment contract (**Document 3**) provides for a **three-month notice period**. API.VIDEO dismissed me on **29 November 2024** without honouring that contractual notice period.

On **10 December 2024**, the Commercial Court in Bordeaux opened judicial reorganisation proceedings against API.VIDEO SAS and set the cessation of payments date to **16 October 2024**, meaning the company was already insolvent at the time of my dismissal on **29 November 2024**.

Had API.VIDEO honoured my contractual notice period, my employment would have continued until **28 February 2025**. That date is after:

- the opening of judicial reorganisation on 10 December 2024; and
- the conversion to judicial liquidation on 29 January 2025.

In other words, if API.VIDEO had complied with my contract, I would have remained employed throughout the key period of the French insolvency process, with the full benefit of my contractual rights, including the **GBP 20,000** payment provided by the financial protection amendment (**Document 4**).

---

### 3. The Employment Tribunal decision confirming the two contractual debts

My employment contract expressly states that it is governed by the law of England and Wales and that my place of work was London (**Document 3**). I therefore brought a claim in the London Employment Tribunal (reference **2201840/2025, C. Blesovsky v API.VIDEO SAS**) for breach of contract. **This does not prevent me from filing a proof of debt in the French insolvency proceedings of a French debtor; it simply explains the governing law and the competent court that confirmed the underlying contractual debt.**

By judgment dated **4 September 2025**, sent to the parties on **8 September 2025** (**Document 1**, with the interest order at **Document 2**), the Employment Tribunal found in particular that:

- my claim for **GBP 25,000** notice pay was well-founded, and my summary dismissal was not justified by gross misconduct or any repudiatory breach on my part; and
- my claim relating to the **GBP 20,000** financial protection / settlement payment clause effective from 1 July 2024 was also well-founded.

Due to a statutory jurisdictional cap, the Tribunal could only award a total sum of **GBP 25,000**, even though it found that **both sums were contractually due**.

This judgment means that the competent court under my contract has already determined that:

- I did not commit gross misconduct or any repudiatory breach that would deprive me of my contractual entitlements; and
- API.VIDEO breached its contractual obligations to pay me both the **GBP 20,000** financial protection settlement payment and the **GBP 25,000** notice pay.

---

### 4. Link between the UK judgment and my updated claim – under-compensation

The Employment Tribunal therefore recognised that I am entitled to two separate contractual sums:

- **GBP 25,000** for notice pay; and

- **GBP 20,000** for the insolvency-related settlement payment (**Document 1**, read together with **Document 7**).

Taken together, these amounts represent **GBP 45,000 (€54,000)**.

By contrast, my original proof of debt in the French insolvency proceedings is limited to **€24,000 (GBP 20,000)**, which is less than half of the total contractual compensation recognised. I am therefore already under-compensated compared with the full amount of my established contractual rights.

For that reason, it is fully justified and proportionate that, at minimum, my original claim of **€24,000** should be admitted in full, even if the full **€54,000** were not admitted.

My primary position remains that the French insolvency proceedings should recognise the full contractual sum of **GBP 45,000 (€54,000)** in the liabilities of the company.

---

## 5. Response to the debtor's dispute

I understand the debtor's dispute is based on the proposition that:

- I am a former employee based in the UK, dismissed prior to the proceedings;
- I am contesting my dismissal; and
- the "severance" or "settlement" payment I claim is unfounded (liquidator email dated 18 November 2025 – **Document 8**; official dispute letter – **Document 9**).

That position is now contradicted by the Employment Tribunal judgment (**Document 1**), which determined that:

- my dismissal was in breach of contract (wrongful dismissal) and cannot deprive me of my contractual rights; and
- the clause providing for the **GBP 20,000** financial protection payment, as well as my right to **GBP 25,000** notice pay, are valid contractual entitlements that API.VIDEO failed to honour (**Documents 1 and 7**).

Accordingly, the assertion that my claim is "not based on any right" cannot be maintained in light of the Tribunal's findings.

---

## 6. Request to the liquidator and, if applicable, the supervising judge (juge-commissaire) (*amended*)

In view of:

- the express contractual clause granting me a **GBP 20,000** payment upon API.VIDEO's insolvency (**Document 4**);
- the fact that, if my three-month notice period had been honoured, I would have remained employed until **28 February 2025**, throughout the key period of the French insolvency process; and
- the Employment Tribunal judgment confirming the existence of the two contractual debts and the absence of any repudiatory breach on my part (**Documents 1, 2 and 7**),

I respectfully request that:

1. **My claim be admitted for €54,000 (GBP 45,000) in total**, corresponding to **GBP 25,000** notice pay and **GBP 20,000** settlement payment, **at minimum as an unsecured (chirographaire) claim**; and
2. **Classification / priority (in the alternative)**: While this claim is contractual and therefore should be admitted at minimum as an unsecured claim, I respectfully request that the liquidator and, if applicable, the supervising judge **also consider whether any privileged treatment may apply under French insolvency law**, given that:
  - the debt arises from an employment-related financial protection scheme intended to mitigate the absence of statutory insolvency protections available to me as an overseas employee; and
  - the obligation was expressly agreed to protect against financial hardship upon liquidation, aligning with the policy rationale underlying privileged employee-related claims in insolvency.  
For the avoidance of doubt, this request for privileged consideration is made **in the alternative and without prejudice** to admission of the claim as unsecured; and
3. The "disputed" status shown on the portal be lifted, or failing that, that this consolidated response be placed on the case file and taken into account in the next procedural steps.

To avoid any doubt, if for any reason the French court were not to admit the full euro equivalent of **GBP 45,000**, I expressly request that, at minimum, my originally declared claim of **€24,000 (GBP 20,000)** be admitted in full.

I remain available should you require any further information, or certified translations if needed.

Yours faithfully,

**Cassilouise Blesovsky**

Signed:  Signed by:  
6D00DCEAA10E4B5...

Dated: 20/02/2026

**List of enclosures (Documents 1–10)**

- Document 1 – Employment Tribunal judgment (2201840/2025), dated 4 September 2025
- Document 2 – Employment Tribunal interest order
- Document 3 – Original UK Employment Contract
- Document 4 – Amendment to Employment Contract for Financial Protection (1 July 2024)
- Document 5 – Original formal creditor claim letter (English)
- Document 6 – Acknowledgment / registration extract of claim (Claim\_AR\_266...)
- Document 7 – Witness Statement filed in the UK Employment Tribunal
- Document 8 – Email from the liquidator dated 18 November 2025 summarising the objection
- Document 9 – Official LRAR dispute letter (received 22 January 2026)
- Document 10 – Portal/registry acknowledgment of the dispute (AR\_contestation\_266...)

## Certificate Of Completion

Envelope Id: AAF5C0F1-90FD-4A7E-B017-FA9CC13424FE

Status: Completed

Subject: Complete with Docusign: 20.02.2026\_Formal Letter\_Creditor Claim for Disputed Settlement Payment...

Source Envelope:

Document Pages: 12

Signatures: 2

Envelope Originator:

Certificate Pages: 1

Initials: 0

Cassi Blesovsky

AutoNav: Disabled

1 Ashley Road

Envelopeld Stamping: Disabled

3rd Floor

Time Zone: (UTC) Dublin, Edinburgh, Lisbon, London

Altrincham, GB-MAN WA14 2DT

cassi.blesovsky@cloudm.io

IP Address: 102.22.253.193

## Record Tracking

Status: Original

Holder: Cassi Blesovsky

Location: DocuSign

2/20/2026 6:29:38 AM

cassi.blesovsky@cloudm.io

## Signer Events

### Signature

### Timestamp

Cassi Blesovsky

Signed by:

Sent: 2/20/2026 6:29:51 AM

cassi.blesovsky@cloudm.io

6D00DCFAA10E4B5...

Viewed: 2/20/2026 6:30:00 AM

Finance Director

Signed: 2/20/2026 6:30:31 AM

CloudM

Freeform Signing

Security Level: Email, Account Authentication (None)

Signature Adoption: Pre-selected Style

Using IP Address: 102.22.253.193

## Electronic Record and Signature Disclosure:

Not Offered via Docusign

## In Person Signer Events

### Signature

### Timestamp

## Editor Delivery Events

### Status

### Timestamp

## Agent Delivery Events

### Status

### Timestamp

## Intermediary Delivery Events

### Status

### Timestamp

## Certified Delivery Events

### Status

### Timestamp

## Carbon Copy Events

### Status

### Timestamp

## Witness Events

### Signature

### Timestamp

## Notary Events

### Signature

### Timestamp

## Envelope Summary Events

### Status

### Timestamps

Envelope Sent

Hashed/Encrypted

2/20/2026 6:29:51 AM

Certified Delivered

Security Checked

2/20/2026 6:30:00 AM

Signing Complete

Security Checked

2/20/2026 6:30:31 AM

Completed

Security Checked

2/20/2026 6:30:31 AM

## Payment Events

### Status

### Timestamps